

VD_GERICHTE PE14.008338 vom 10. Juni 2014

VD Tribunal cantonal, 2014-06-10, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_PE14.008338

FR: VD_GERICHTE PE14.008338 du 10 juin 2014

IT: VD_GERICHTE PE14.008338 del 10 giugno 2014

Erwägungen

E. 1

Par écriture du 19 mai 2014, R. _____ SA a déclaré retirer son recours contre l'ordonnance de non-entrée en matière rendue le 1er mai 2014 par le Ministère public de l'arrondissement de l'Est vaudois. Il convient d'en prendre acte et de rayer la cause du rôle.
351

- 2 -

E. 2

La partie qui retire son recours étant considérée comme ayant succombé (art. 428 al. 1, 2e phrase CPP [Code de procédure pénale du

E. 5

octobre 2007; RS 312.0]), les frais de la procédure de recours, constitués en l'espèce du seul émolument d'arrêt, par 220 fr. (art. 20 al. 1 TFIP [tarif des frais de procédure et indemnités en matière pénale du 28 septembre 2010; RSV 312.03.1]), seront mis à la charge de R. _____ SA. Par ces motifs, la Chambre des recours pénale, statuant à huis clos, prononce : I. Il est pris acte du retrait du recours. II. La cause est rayée du rôle. III. Les frais d'arrêt, par 220 fr. (deux cent vingt francs), sont mis à la charge de R. _____ SA. IV. Le présent arrêt est exécutoire. Le président : Le greffier : Du L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié, par l'envoi d'une copie complète, à : - M. Rémy Wyler, avocat (pour R. _____ SA), - Ministère public central, et communiqué à : - M. le Procureur de l'arrondissement de l'Est vaudois,

- 3 - par l'envoi de photocopies. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral au sens des art. 78 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF). Le greffier :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.